«Le problème, c'est d'écrire une légende rose après coup»

*L'historien **Marc Perrenoud**, tout juste retraité du Service historique du Département fédéral des affaires étrangères et qui fut membre de la commission Bergier, revient sur certains épisodes troubles de la Seconde Guerre mondiale, dont il est un spécialiste reconnu.*

***Texte:** Laurent Nicolet* ***Photos:** Matthieu Spohn*

Marc Perrenoud, il y a vingt ans, comme conseiller scientifique de la fameuse commission Bergier, vous avez beaucoup étudié la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Vingt ans plus tard, le sujet reste toujours délicat…
Quand j'ai commencé à travailler pour l'édition des *Documents diplomatiques suisses* en 1981, la présentation de l'histoire consistait à dire que la Suisse avait évité la guerre grâce à son armée dissuasive. Mais les archives aussi bien allemandes que suisses montrent que les facteurs économiques et financiers ont joué un grand rôle dans le fait que la Suisse a pu échapper aux opérations militaires. Quand on est neutre et que l'on a toutes sortes d'instruments à disposition, comme c'était le cas de la Suisse avec sa place financière et son industrie, on arrive à répondre aux demandes des belligérants. Même s'il y a eu des moments de tensions, notamment avec les Alliés qui ne comprenaient pas une politique de la Suisse quand même très profitable pour l'Axe.

Une version que l'histoire officielle a d'abord occultée…
Longtemps l'image qu'on donnait des autorités suisses pendant la Seconde Guerre mondiale se résumait à un grand héros, le général Guisan, qui avait sauvé le pays. Or, on voit dans les archives que c'est plus compliqué. Le conseiller fédéral Pilet-Golaz se rend compte que l'armée n'est pas vraiment prête, que la stratégie du réduit national n'est pas encore opérationnelle. Et que ce qu'il reste comme moyen d'éloigner la menace allemande, c'est de payer.

De quelle manière?
Pilet-Golaz savait qu'il y avait des possibilités de financer par exemple les exportations suisses vers l'Allemagne avec des crédits publics. C'est ainsi que les Allemands et les Italiens ont obtenu des crédits importants, des prestations financières, par les banques privées commerciales mais aussi par la Banque nationale suisse. Vers la fin de la guerre, il y a eu lentement une réorientation, on a donné des crédits pour les Alliés et ensuite pour la reconstruction de l'Europe et ça a duré jusqu'à la guerre froide.

Guerre froide qui va permettre à la Suisse de passer entre les gouttes…
Dès 1946, les pressions des Alliés s'estompent parce que les divisions entre eux sont de plus en plus flagrantes. En 1947, le secrétaire général de l'Association suisse des banquiers le dit clairement: les Américains ont d'autres soucis, les listes noires ont été abolies, on ne parle plus tellement des avoirs juifs en déshérence, on peut oublier «ces questions stupides». Mais après l'écroulement du bloc soviétique, on assiste à une résurgence de toute une série d'accusations formulées en 45.

> «Le malentendu vient de la différence qu'il y a entre histoire et mémoire»

D'où la création de la commission Bergier, dont les travaux ont été d'abord mal accueillis, qualifiés par certains historiens de «littérature enfantine»…
La création de la commission avait été votée en 1996 à l'unanimité par le Parlement. Mais si certains parlementaires se rendaient compte qu'il existait des lacunes dans les connaissances historiques sur cette période, d'autres pensaient que c'était surtout un problème de communication, que les Américains connaissaient mal l'histoire de la Suisse.

Et finalement, où se situait le problème?
Le malentendu vient de la différence qu'il y a entre histoire et mémoire, l'histoire telle qu'on peut l'analyser en étudiant les archives et la mémoire telle qu'elle est entretenue par les gouvernements. L'ouverture exceptionnelle et temporaire des archives de l'économie privée a permis de révéler des informations auparavant inconnues du grand public.
Il y a eu effectivement toutes sortes de critiques, mais petit à petit d'autres historiens qui ont travaillé sur des problèmes analogues ont confirmé nos analyses.

→

Marc Perrenoud dépoussière la version officielle sur la position de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale.

De quoi parle-t-on?

Collaborateur scientifique au service historique du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), Marc Perrenoud aime aussi se définir comme un historien donnant la priorité «à ceux d'en bas», les hommes et les femmes «sans histoire». À l'heure de son départ à la retraite paraît un recueil de ses contributions touchant ses thèmes de prédilection: *Migrations, relations internationales et Seconde Guerre mondiale* (Éditions Alphil-Presses Universitaires Suisses, 2012).

«Dire qu'on ne pouvait pas faire autrement est toujours plus rassurant»

Vous comparez pourtant un discours de Kaspar Villiger de mai 1995, s'excusant pour le tampon J, et un autre de Samuel Schmid, en mai 2005, qui en revient à l'exaltation d'une autodéfense héroïque…
Un discours officiel disant que l'on était un petit pays, que l'on ne pouvait pas faire autre chose que ce qui a été fait, est toujours plus rassurant. L'ethnologue français Claude Lévi-Strauss disait que les identités nationales sont des bricolages à partir d'éléments hétérogènes qui restent malgré tout fragiles. Disons qu'après le gros coup de vent de la commission Bergier, on a essayé de recoller les morceaux.

Vous dites aussi que la crainte de surpopulation étrangère a guidé depuis plus d'un siècle la politique suisse face à l'immigration…
Quand on étudie la Seconde Guerre mondiale, il est nécessaire de l'analyser sur une plus longue durée. Bien sûr, il y a eu l'expansion mortifère du nazisme, mais aussi des tendances à plus long terme, avant 1933 et qui continuent après 1945, dont effectivement cette volonté de lutter contre la surpopulation étrangère. Une politique dont le principal artisan était le directeur de la Police fédérale des étrangers, Heinrich Rothmund, en poste depuis 1919 et qui l'écrit en janvier 1939: pas question d'abandonner les deux objectifs poursuivis depuis vingt ans, à savoir la lutte contre la surpopulation étrangère (*Überfremdung*) et l'enjuivement (*Verjudung*).

Mais vous dites que Rothmund était plus modéré que le Conseil fédéral, notamment en 1938 à propos du fameux tampon J…
Rothmund, en tant que fonctionnaire, est confronté aux réfugiés, c'est-à-dire à des êtres humains, qu'il rencontre parfois et qui ne sont donc pas pour lui que des statistiques dans un rapport officiel. Il mène aussi de nombreux entretiens avec des représentants des œuvres d'entraide et des organisations juives. Il est mieux informé et fait part de ses réticences concernant le tampon J. Mais le Conseil fédéral approuve à l'unanimité cet accord avec les Allemands. L'historien André Lasserre a parlé de capitulation morale. Il faut dire que c'est la législation de Nuremberg, et ses critères racistes, qui sont intégrés à ce moment-là dans →

Marc Perrenoud

Bio express

1956: Né le 2 juin à Saint-Agrève, France.
1981: Licence ès lettres à l'Université de Neuchâtel.
2008: Doctorat ès lettres à l'Université de Genève.
1982-1997: Participation à la publication de quatre volumes (années 1939-1947) de *Documents diplomatiques suisses*. Assistant à l'Institut d'histoire de l'Université de Neuchâtel puis au Fonds national de la recherche scientifique.
1997-2001: Conseiller scientifique de la «Commission Bergier») – membre de la direction opérationnelle.
Depuis 2002: Historien au Département fédéral des affaires étrangères.

un accord signé par la Suisse, et qui deviennent donc une norme suisse.

Sait-on aujourd'hui combien de Juifs ont été refoulés durant cette période?
On ne pourra jamais le calculer avec précision. Beaucoup de refoulements n'ont laissé aucune trace écrite, de nombreuses archives ont été détruites. Contrairement aux nazis, les Suisses ne se préoccupaient pas de critères raciaux, ce qu'ils voulaient, c'était limiter le nombre d'étrangers, donc refouler ceux qui essayaient d'entrer, avec une indifférence administrative envers ce qui pouvait leur arriver. La commission Bergier estime qu'environ 20 000 personnes (juives et non juives) ont été refoulées, pour toute la durée de la guerre.

Qu'est-ce qui prévaut pour finir à vos yeux: le pragmatisme et l'habileté des autorités suisses ou leur cynisme?
Certes, les dirigeants ont déployé une grande habileté dans la défense des intérêts suisses durant cette période. Mais ce qui est problématique, c'est d'écrire après coup une légende rose, en les présentant comme des résistants. J'ai été témoin de ce qui est arrivé en 1985 au directeur des Archives fédérales, Oscar Gauye, qui avait publié des documents démontrant que même Guisan avait des positions proches de Pétain et considérait Mussolini comme un génie. Gauye s'est fait traiter de «rat échappé de sa bibliothèque». Comme si l'histoire de la Suisse était écrite une fois pour toutes, et qu'on n'avait plus le droit d'y toucher. MM